

Unité départementale d'Ille-et-Vilaine  
L'Armorique  
10, rue Maurice Fabre  
CS 96515  
35065 Rennes

Rennes, le 18 mars 2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 05/02/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **Laboratoires GOEMAR**

Parc métropolitain Atalante  
CS 41908  
35400 Saint-Malo

Références : UD35/2026-117  
Code AIOT : 0005517152

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/02/2026 dans l'établissement Laboratoires GOEMAR implanté Parc métropolitain Atalante Avenue Atalante 35430 Saint-Jouan-des-Guérets. L'inspection a été annoncée le 14/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Laboratoires GOEMAR
- Parc métropolitain Atalante Avenue Atalante 35430 Saint-Jouan-des-Guérets
- Code AIOT : 0005517152
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'entreprise Goëmar est spécialisée dans la fabrication de produits destinés à l'agriculture, à partir d'algues.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	surveillance des rejets aqueux	AP de Mise en Demeure du 07/08/2025, article 1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective, Prescriptions complémentaires	6 mois
4	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	1 mois
7	Vérification périodique et maintenance des équipements	Arrêté Préfectoral du 28/12/2018, article 8.5.3	/	Demande d'action corrective	1 mois
9	Maîtrise des prélèvements d'eau	Arrêté Préfectoral du 24/10/2024, article 4.1.1, à 4.1.3	/	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)
1	Etat des stocks	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Avec suites, Demande d'action corrective
3	Stockages des produits chimiques dangereux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25	Avec suites, Demande d'action corrective
5	Exercice incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6	Avec suites, Demande d'action corrective
6	Détection et surveillance	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 3	/
8	Organisation liée au REX	Code de l'environnement du 01/01/2026, article R. 512-69	/

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Inspection constate que les dépassements observés au niveau des rejets aqueux du site persistent sans que les actions engagées par l'exploitant ne permettent le retour à la conformité.

La mise en demeure relative aux rejets aqueux ne peut pas encore être levée mais il est proposé d'en prolonger l'échéance pour tenir compte des actions déjà engagées par l'exploitant à ce sujet et

lui laisser le temps de les mener à terme.

Un projet de prescriptions complémentaires est également proposé pour encadrer la réalisation d'une étude technico-économique du fonctionnement de la station de traitement des effluents du site.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Etat des stocks

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des matières stockées
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 10/04/2025</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 18/07/2025</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.</p> <p>Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'Inspection a pu constater qu'un état des stocks des matières stockées daté du jour de la visite est disponible à l'accueil du site, accompagné d'un plan permettant de localiser les différentes zones de stockage renseignées pour chaque matière.</p> <p>Un contrôle par sondage sur le site des quantités présentes de certaines matières (acide chlorhydrique et acide phosphorique) a permis de constater que cet état des stocks est représentatif des quantités réellement présentes sur site.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : surveillance des rejets aqueux

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 07/08/2025, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejet dans la station d'épuration collective
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 10/04/2025</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 07/11/2025</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>La société GOEMAR, exploitant une installation de production d'amendements et de phyto-vaccins située ZAC Atalante, sur les communes de Saint-Malo et Saint-Jouan-des-Guérets (Ille-et-Vilaine), est mise en demeure de :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• respecter, dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 4.3.8.1 de l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2018 modifié en mettant en œuvre les actions correctives nécessaires au respect des valeurs limites d'émission et en justifiant ce respect par la réalisation de nouvelles analyses,</li><li>• respecter dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 9.2.2 de l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2018 modifié en mettant en œuvre la surveillance de tous les paramètres aux périodicités définies et en justifiant ce respect par la réalisation de nouvelles analyses,</li></ul>
<b>Constats :</b> <p>Depuis juillet 2024, des dépassements nombreux et récurrents sont observés au niveau des rejets aqueux du site pour les paramètres suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- pH acide (valeur de 3,5 au minium au lieu de 5,5),</li><li>- DCO jusqu'à 20 000 mg/l au lieu de 9500 mg/l et 1148 kg/j au lieu de 970 kg/j)</li><li>- DBO5 (jusqu'à 6450 mg/l au lieu de 4700 mg/l, pas de dépassement en flux)</li><li>- NGL (jusqu'à 350 mg/l au lieu de 180 mg/l, pas de dépassement en flux)</li><li>- P total (jusqu'à 58 mg/l au lieu de 50 mg/l , pas de dépassement en flux)</li><li>- Zn (jusqu'à 2998 g/j au lieu de 20g/j)</li></ul> <p>L'exploitant n'apporte pas toujours, dans les déclarations d'autosurveillance faites sur l'application GIDAF, d'explication ni d'information relative aux actions correctives apportées suite à ces dépassements.</p> <p>Il indique cependant dans le courrier de réponse à l'Inspection, suite au contrôle d'avril 2025, mener les actions suivantes afin de revenir à un rejet conforme :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- analyse de l'impact de l'arrêté sécheresse (diminution de la consommation d'eau et rejet) sur la concentration en DCO dans la cuve recevant les effluents industriels,</li><li>- mise en place d'une matrice d'identification des formules présentant des concentrations importantes en éléments sensibles pour isoler certaines eaux de rinçage et limiter les dépassements,</li><li>- diagnostic technique du fonctionnement de la station de traitement des effluents par une société spécialisée.</li></ul> <p>Sur ce dernier point, l'exploitant annonce avoir déjà sollicité deux sociétés dont il attend les propositions pour, soit mieux réguler la station, soit procéder à des aménagements de celle-ci afin de restaurer la conformité des rejets .</p> <p><b>L'échéance de la mise en demeure initiale est dépassée. Mai,s étant données les actions engagées par l'exploitant et la réalisation d'un diagnostic annoncée, il est proposé de prolonger l'échéance de la mise en demeure.</b></p>

L'Inspection propose également un projet d'arrêté complémentaire pour prescrire la réalisation d'une étude technico-économique du fonctionnement de la station de traitement des effluents du site assortie d'un plan d'actions correctives permettant de restaurer la conformité des rejets aqueux.

L'Inspection constate que les résultats d'autosurveillance de juillet 2024 à Juin 2025 n'ont pas été saisis dans GIDAF, mais uniquement transmis à l'Inspection.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**> L'exploitant doit :**

- sous un délai de 1 mois, saisir dans GIDAF les résultats d'autosurveillance des mois de juillet 2024 à juin 2025 inclus,
- sous un délai de 4 mois, respecter les valeurs limites d'émission des rejets aqueux de l'établissement,
- sous un délai de 6 mois, transmettre à l'Inspection le résultat d'une étude technico-économique du fonctionnement de la station de traitement interne accompagné d'un plan d'actions correctives.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective, Prescriptions complémentaires

**Proposition de délais :** 6 mois

### N° 3 : Stockages des produits chimiques dangereux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétentions, réservoirs
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 10/04/2025</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 18/09/2025</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Art. 25-II : ...Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p>
<b>Constats :</b> <p>Par courrier du 12/11/25, l'exploitant transmet le résultat de l'analyse des incompatibilités des produits acides et basiques stockés sur site. Cette analyse identifie les incompatibilités suivantes entre produits acides ou basiques susceptibles de générer des explosions, incendies ou dégagements gazeux :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- acide chlorhydrique / acide nitrant,</li><li>- acide phosphorique / acide nitrant,</li><li>- acide chlorhydrique / acide sulfurique,</li><li>- acide phosphorique / acide sulfurique,</li><li>- hydroxyde de sodium / glycérine,</li><li>- hypochlorite de sodium / glycérine,</li><li>- hydroxyde de sodium / hypochlorite de sodium,</li></ul> <p>et dans une moindre mesure : acide sulfurique /acide nitrant et acide phosphorique/acide chlorhydrique.</p> <p>L'Inspection a pu constater que ces informations ont fait l'objet d'affichage au niveau des lieux de stockage de ces produits sur site. En particulier les affichages permettent de dédier chaque rétention à un seul produit stocké afin de prévenir tout risque de mélange incompatible.</p> <p>L'exploitant a annoncé qu'un réaménagement des conditions de stockage de la cuve d'acide chlorhydrique était envisagé (mise sous abris et amélioration des opérations de manutention des GRV), sans impact sur les zones d'effets accidentel définies dans le porter à connaissance du 13 avril 2023. L'Inspection a rappelé à l'exploitant que ces modifications devront faire l'objet d'un porter à connaissance préalable à la préfecture.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



#### N° 4 : Plan de défense incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 10/04/2025</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 18/12/2025</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.</p> <p>Il comprend au minimum :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;</li><li>- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;</li><li>- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;</li><li>- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;</li><li>- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;</li><li>- le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;</li><li>- le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;</li><li>- les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu par l'article 49 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;</li><li>- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;</li><li>- le cas échéant, la localisation des petits îlots et les déchets qu'ils sont susceptibles de contenir ;</li><li>- le cas échéant, la localisation des zones de stockage temporaire et des zones d'immersion.</li></ul>
<b>Constats :</b> <p>Le PDI a été transmis à l'Inspection en amont du contrôle (et au SDIS) et comporte tous les éléments attendus.</p> <p>L'Inspection a toutefois relevé quelques anomalies évoquées avec l'exploitant et qu'il conviendra</p>

de corriger (périodicité de mise à jours de l'état des stocks, caractère inflammable ou combustible de produits, précision sur les vannes à manœuvrer pour confiner les eaux sur site, etc.).

Le confinement des eaux sur site, en cas d'incendie ou de déversement, nécessite de manœuvrer plusieurs vannes, ce que le PDI détaille avec précision selon chaque scénario en identifiant chaque vanne par un numéro.

L'Inspection constate toutefois que, sur site, les vannes ne sont pas numérotées, ce qui peut rendre moins aisée l'opération.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**> Il est demandé à l'exploitant sous 1 mois de corriger les anomalies relevées dans le PDI lors du contrôle et de repérer sur site les vannes de confinement avec la même numérotation que celle définie dans le PDI.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

N° 5 : Exercice incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Maîtrise des sinistres
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 10/04/2025</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 18/12/2025</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>(...) Pour les installations existantes, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024.</p> <p>Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans. (...)</p>
<b>Constats :</b> <p>Trois exercices ont été réalisés les 13, 20 et 26/11/25 avec le concours du SDIS de Saint-Malo.</p> <p>Plusieurs actions d'amélioration ont été identifiées dans les compte-rendus établis à l'issue de ces exercices et sont en cours de réalisation.</p> <p>Il s'agit notamment d'élaborer des fiches synthétiques à partir des FDS des produits stockés sur site afin de cibler les informations nécessaires à la gestion d'un sinistre.</p> <p><b>&gt; L'Inspection attire la vigilance de l'exploitant sur la nécessité de maintenir à jour ces fiches synthétiques à chaque évolution des FDS.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Détection et surveillance**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 3
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les zones susceptibles de contenir des déchets combustibles ou inflammables sont équipées d'une détection automatique de départ d'incendie et d'une transmission automatique des alertes à une personne interne ou externe désignée par l'exploitant et formée en vue de déclencher les opérations nécessaires. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du périmètre concerné et permet d'assurer l'alerte précoce de tout ou partie des personnes présentes sur le site. Lorsqu'il existe un dispositif d'extinction automatique pour la zone considérée, celui-ci peut être utilisé pour la détection sur cette zone, si le dispositif d'extinction automatique est conçu pour cela.</p> <p>Lorsque personne n'est présent sur le site, l'alerte est retransmise automatiquement à une personne formée et désignée par l'exploitant, pouvant appartenir à une entreprise de télésurveillance. Cette personne dispose des moyens lui permettant de visualiser à distance les différentes zones pour confirmer le départ d'incendie, et d'alerter dans les meilleurs délais l'exploitant et les services d'incendie et de secours.</p> <p>En cas d'impossibilité technique pour visualiser à distance les différentes zones, une personne arrive au sein de l'installation dans un délai maximal de 15 minutes suivant le début de l'alerte afin d'effectuer une levée de doute, et ainsi alerter immédiatement l'exploitant et les services d'incendie et de secours en cas de départ de feu avéré.</p> <p>Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas lorsque les déchets combustibles ou inflammables sont uniquement stockés dans des petits îlots.</p> <p>L'exploitant fait réaliser les vérifications périodiques prévues à l'article 68 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé au moins une fois par an.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant indique que les déchets reçus et traités sur site ne sont pas inflammables ou combustibles (il s'agit de déchets d'algues exclusivement en phase aqueuse).</p> <p>L'Inspection n'a pas constaté la présence de déchets combustibles sur le site.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Vérification périodique et maintenance des équipements**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/12/2018, article 8.5.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle périodique
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coups-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur. Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté à l'Inspection les rapports de vérification 2024 et 2025 des extincteurs, détection incendie, installations de désenfumage, installations électriques et RIA.  Ces rapports appellent les observations suivantes de l'Inspection : <ul style="list-style-type: none"><li>• <b>extincteurs</b> : le PDI indique 51 extincteurs sur site, or le rapport de vérification du 24/10/24 ne porte que sur 35 extincteurs, celui du 28/10/25 sur 50 extincteurs et le certificat N4 du 18/09/25 sur 74 extincteurs. <b>Il convient de clarifier le nombre exact d'extincteurs présents sur site.</b></li><li>• <b>RIA</b> : le rapport du 28/10/25 relève une fuite sur le RIA n°6 qu'il convient de réparer.</li></ul>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  > <b>L'exploitant doit sous 1 mois transmettre à l'Inspection les justificatifs attestant du nombre d'extincteurs présents sur site et de la réparation du RIA n°6.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2026, article R. 512-69
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Gestion du REX
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p> <p>La déclaration mentionnée au premier alinéa et le rapport mentionné au deuxième alinéa sont adressés sous forme dématérialisée d'une téléprocédure. Les informations relatives aux installations mentionnées à l'article R. 517-1, ainsi que les informations susceptibles de porter atteinte aux intérêts mentionnés au I de l'article L. 124-4 et au II de l'article L. 124-5, demeurent transmises sous une forme non dématérialisée permettant d'en assurer la confidentialité.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant indique que des réunions mensuelles sur les sujets environnement, hygiène et sécurité sont menées.</p> <p>À cette occasion, les événements accidentels, presque accidents et situations à risques sont remontés et contribuent au REX.</p> <p>Des <i>safety alerts</i> émises par les entités du groupe au niveau européen ou international sont également communiquées au responsable du site et responsable HSE.</p> <p>Ces données alimentent, lorsque cela est pertinent au vu des activités du site, le plan d'action AEHS de l'établissement avec définition des actions à mener, sous un délai défini et par un pilote identifié.</p> <p>L'Inspection a rappelé que la transmission du rapport en cas d'accident doit se faire, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2026, de façon dématérialisée via une téléprocédure (<a href="https://entreprendre.service-public.gouv.fr/vosdroits/R71939">https://entreprendre.service-public.gouv.fr/vosdroits/R71939</a>).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 9 : Maîtrise des prélèvements d'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/10/2024, article 4.1.1, à 4.1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Diagnostic
<b>Prescription contrôlée :</b> <u>4.1.1 Maîtrise des prélèvements d'eau</u> L'exploitant établit, <b>dans les six mois à compter de la notification du présent arrêté</b> , et tient à jour, à chaque modification des installations pouvant engendrer un impact sur les consommations d'eau de l'établissement, un diagnostic des prélèvements et des usages de l'eau au sein de l'établissement. Le diagnostic fait état de consommations spécifiques lorsque cela est pertinent, et comporte des éléments de comparaison pouvant être issus des consommations passées, de l'analyse de l'état de l'art ou des meilleures techniques disponibles. Ce diagnostic permet d'identifier les usages susceptibles de faire l'objet de réductions : <ul style="list-style-type: none"><li>• pérennes, afin d'économiser toute l'année la ressource en eau,</li><li>• et temporaires, en période de sécheresse, afin de contribuer à la gestion de crise, le cas échéant en réponse à des restrictions formulées par arrêté préfectoral.</li></ul> <u>Article 4.1.2. Plan d'actions</u> A partir du diagnostic prévu à l'article 4.1.1, l'exploitant élabore, tient à jour et met en œuvre un plan d'actions visant à maîtriser et réduire les quantités d'eau consommées pour le fonctionnement de l'établissement de manière pérenne. Les objectifs de réduction sont chiffrés. Le plan d'actions associé fait l'objet d'un calendrier de mise en œuvre dont l'état d'avancement est régulièrement revu par l'exploitant. <u>Article 4.1.3. Plan de réduction des prélèvements lors d'un épisode de sécheresse</u> A partir du diagnostic prévu à l'article 4.1.1, l'exploitant élabore et tient à jour un plan de réduction des prélèvements en eau lors d'un épisode de sécheresse. Il y précise les mesures et l'organisation qui seront mises en œuvre au regard des différents seuils de réduction de consommation d'eau pouvant être imposés lors d'un épisode de sécheresse : <ul style="list-style-type: none"><li>• - 5% (seuil d'alerte)</li><li>• - 10% (seuil d'alerte renforcée)</li><li>• - 25 % (seuil de crise)</li><li>• de -50 % à l'interdiction totale de la consommation d'eau, dans les cas les plus extrêmes.</li></ul> Dans ce plan, l'exploitant définit également la veille mise en place pour suivre l'évolution du niveau de sécheresse et l'instauration d'éventuelles mesures de restriction d'usage. Les ratios de réduction de prélèvement susmentionnés s'appliquent au volume de référence tel que défini par l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 susvisé.
<b>Constats :</b>  L'exploitant indique n'avoir pas encore totalement finalisé le diagnostic des prélèvements et usages de l'eau demandé. Une cartographie des consommations d'eau, atelier par atelier, est en cours d'élaboration via des compteurs disposés dans chaque atelier permettant un suivi horaire.  L'objectif est d'identifier des consommations par kg produit et de définir des priorités en termes d'économie d'eau.  Des actions ont déjà été définies et programmées : <ul style="list-style-type: none"><li>• la mise en place d'un laveur d'IBC semi automatique à compter d'avril 2026 devrait permettre de réduire à 20 L la quantité d'eau nécessaire pour laver un IBC (contre 150 L en manuel actuellement),</li><li>• la récupération de coproduit liquide pour diluer une base active devrait permettre de réduire la consommation annuelle d'eau d'un million de litres d'ici 3 ans,</li><li>• - la récupération des rétentats d'osmoseur actuellement évacués en step pour laver les algues et nettoyer les ateliers devrait permettre d'économiser plusieurs centaines de m<sup>3</sup> d'eau par semaine.</li></ul> Le plan d'actions et le plan de réduction des prélèvements ne sont pas encore finalisés.

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
<p>&gt; L'exploitant doit sous 1 mois finaliser le diagnostic des prélèvements et des usages de l'eau au sein de l'établissement.</p> <p>&gt; Il transmet à l'Inspection sous 3 mois le plan d'actions et le plan de réduction des prélèvements en épisode de sécheresse.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois